

Agriculture française

vers une perte de valeur économique ?

Après l'euphorie 2007-2008, la variabilité des prix continue à s'exprimer par le bas dans presque toutes les productions agricoles. Comme nous l'écrivions dans la lettre spéciale marchés 2008 ce sont les deux facettes d'un même phénomène. Soyons en sûrs, en effet, ces prix vont rebondir. Cette variabilité est simplement la conséquence (voulue) du retrait de la puissance publique de la gestion des marchés et de l'ouverture généralisée de l'agriculture européenne à la mondialisation.

Ce qui frappe dans la quasi totalité des productions ce sont quelques phénomènes bien connus mais qui sont cette année particulièrement nets.

- **Un faible déséquilibre offre-demande** génère brutalement des écarts de prix importants. Ainsi au plan mondial, une hausse de la consommation de produits laitiers de 1,5 % alors que la production progresse de 2,1 % a entraîné un retournement brutal des marchés (même si en réalité les marchés mondiaux sont encore fragmentés). Ces écarts brutaux sont souvent causés par des phénomènes climatiques et c'est la raison pour laquelle presque toutes les politiques agricoles depuis les physiocrates ont visé à réguler les marchés. En perspective historique cette variabilité des prix n'a sans doute pas fortement augmenté, simplement depuis quarante ans la PAC en avait préservé de nombreuses productions en Europe.
- **La plupart des marchés mondiaux sont en croissance**, l'Union Européenne pèse souvent un poids de l'ordre de dix pour cent des échanges mondiaux mais actuellement elle profite rarement de cette expansion. La plupart de nos exportations sont en retrait et bien souvent les questions de compétitivité de la filière prise dans son ensemble sont évoquées pour expliquer ces mauvaises performances dans la compétition mondiale. De plus, la force croissante de l'Euro par rapport au dollar pénalise fortement notre compétitivité relative à l'export. En revanche, elle modère l'impact négatif des intrants importés, notamment ceux intégrant une forte dimension énergie (fuel, engrais...).
- **La question de la performance est centrale** dans une économie ouverte. La suppression progressive des protections aux frontières favorise les importations venant d'économies plus compétitives. En période de tension sur les marchés mondiaux nous arrivons à être concurrentiels sur les marchés export car nous avons une production assez régulière par contre dès que les cours baissent, comme c'est le cas actuellement, nous perdons des parts de marché. Une forte dégradation de notre balance commerciale (perte de marchés export et importations de produits bon marché) conduit alors inévitablement à la constitution de stocks, la nécessité de marchés de retraits et à un effondrement des prix dans la production concernée avec un effet domino sur les différentes fabrications de la gamme. Si nous

La Lettre "spéciale" marchés agricoles



ne retrouvons pas une compétitivité suffisante pour conserver nos marchés export nous risquons alors de connaître une diminution progressive de notre production agricole nationale. La tentation protectionniste par repli sur le marché intérieur accélérerait sans doute ce phénomène.

Augmenter la valeur produite

La valeur créée par l'agriculture est donc une question essentielle au regard, notamment, du nombre des actifs agricoles à l'avenir. En effet, si la valeur produite diminuait fortement, la seule façon de garder les actifs agricoles serait alors de baisser la productivité du travail ! C'est à dire de remplacer des machines par du travail humain (une substitution capital-travail inversée en quelque sorte !) cela n'irait toutefois pas dans le sens de l'histoire ! Ce risque de perte de valeur produite est d'ailleurs renforcé par la politique agricole qui pousse globalement à une extensification pour préserver le milieu naturel, à un transfert animal vers végétal pour des raisons de diététique ou "d'éthique durable". La recherche d'une augmentation de la valeur produite (volume, qualité, mode de distribution, service ajouté) est sans doute un enjeu majeur de pérennité à moyen terme pour notre agriculture, la maîtrise des coûts de production étant, elle, un enjeu de compétitivité et de survie à court terme !

Vers un nouveau modèle agricole

En cette fin d'année, un nouveau modèle agricole est donc en débat. Cela est vrai dans la rue avec le mouvement social, au ministère de l'agriculture dans le cadre de la préparation de la LMA ou à Bruxelles dans la préparation de l'après 2013. Définir le niveau d'engagement de la puissance publique européenne dans la régulation des marchés (intervention et politique de stockage, droit des interprofessions...), arbitrer les modalités d'adaptation de l'agriculture française au nouveau contexte (fiscalité, droit des structures, cadre de la contractualisation) en sont sans doute les principaux enjeux politiques.

Pour autant, et au-delà de la revendication de soutiens publics conjoncturels, les agriculteurs doivent individuellement intégrer le changement d'époque dans le pilotage de leur entreprise : adaptation permanente des systèmes de production, production de valeur, performances techniques et efficacité économique, gestion des risques et des marges de manœuvres économiques seront les maîtres mots de leur réussite.

Jean-Marie SÉRONIE
jmseronie@50.cerfrance.fr

Responsable
Veille Économique
du réseau CER FRANCE



Le marché du lait de nouveau sous tension : la variabilité n'a pas dit son dernier mot



Il aura fallu une légère surproduction pour conduire à un retournement des prix sur le marché mondial du lait en 2008 et se souvenir de la réforme de la PAC de 2003. Alors que la crise bâtit son plein en France, les signes de reprise sont observés sur le marché mondial et européen depuis quelques mois. Cette remontée des cours se traduira par une hausse du prix du lait en 2010 mais elle sera probablement moins forte en France et avec un certain effet retard.

Principalement consommé dans les zones de production, le lait échangé sur le marché mondial ne représente que 40 millions de tonnes soit 6 % de la production qui sera d'environ 700 millions de tonnes en 2009. Le marché mondial lait est donc étroit et par conséquent extrêmement volatile. Longtemps dénoncé comme un marché de résidus par certains, c'est ce même marché qui a rattrapé les cotations européennes en 2007-2008 et permis au prix du lait d'atteindre des niveaux jamais connus par le passé.

Depuis ce point haut, les cours se sont brutalement retournés dès 2008, face à un déséquilibre entre la production et la consommation. Après cinq ans de consommation mondiale de produits laitiers supérieure ou égale à la production, le marché mondial a basculé dans la surproduction en 2008. La production laitière a augmenté de 2,1 % tandis que la consommation n'a progressé que de 1,5 %.

2008 : un petit excédent et un grand plongeon

Si la "pénurie" de 2007 à l'origine d'une flambée des cours avait été engendrée par un recul de la production de l'Océanie, 2008 aura vu un retour en force de la Nouvelle Zélande sur le devant de la scène internationale grâce à

une campagne fourragère favorable. De même, la montée en puissance des États-Unis depuis cinq ans et leur compétitivité internationale favorisée par un dollar faible ont amplifié le déséquilibre.

Côté consommation, l'envolée des prix a provoqué dans un premier temps un ralentissement de la consommation et un détournement de certains industriels de l'agroalimentaire vers d'autres produits de substitution. La crise économique mondiale, a pris le relais expliquant une moindre progression de la consommation en 2008-2009, notamment dans les pays émergents et notamment en Chine où la crise sanitaire du lait à la mélamine a cassé la dynamique. Les perspectives de demande pour le fromage et le marché des produits laitiers sont même orientées à la baisse au sein de l'Union Européenne et au niveau mondial.

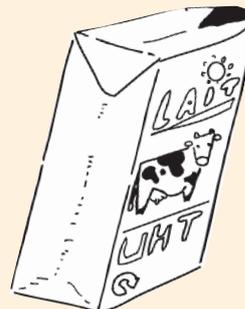
Cette situation de marché a renforcé la pression concurrentielle et l'entreprise FONTERRA qui détient un quasi monopole en Nouvelle Zélande, souhaitant regagner des parts de marché, a mis en place des enchères sur internet en poudre de lait grasse, ce qui a pu avoir un effet amplificateur sur la tendance baissière.

Les européens redécouvrent la réforme de la PAC de 2003 et les négociations de l'OMC

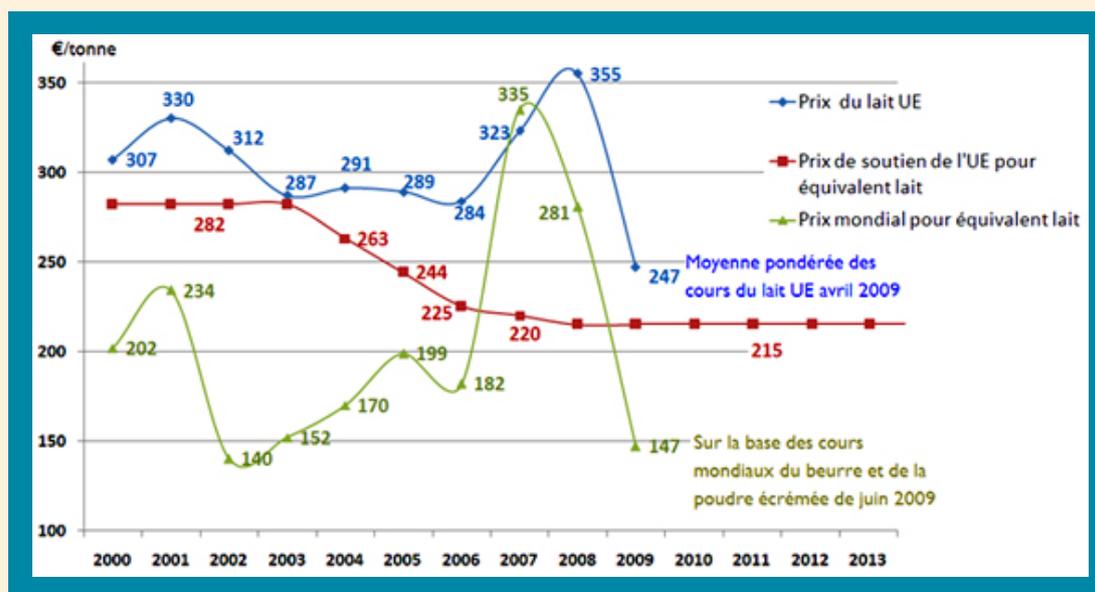
Tant par le niveau de ses prix d'interventions, de ses droits de douanes ou de ses restitutions (subventions à l'exportation de produits industriels), l'Union Européenne a longtemps été à l'abri des fluctuations du marché mondial. Sans avoir totalement démantelé la politique laitière, la réforme de la PAC de 2003 (voir graphique ci-contre), adoptée dans un contexte de négociations actives à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) a abaissé ce niveau de protection. L'Union Européenne demeure protégée notamment en matière d'importations de produits laitiers, mais l'influence des à-coups du marché mondial se fait de plus en plus sensible.

Ainsi, en juin 2009, le prix mondial du lait (établi avec les cotations en beurre et en lait en poudre écrémé) était d'environ 147 €/1 000 L, niveau déjà atteint en 2002-2003, mais l'impact sur le prix européen n'était pas le même.

En effet, en 2002-2003, la cotation européenne se situait entre 290 et 310 €/1 000 L, soit deux fois le prix mondial. Pour un même niveau de prix mondial, le prix du lait en Union Européenne était en 2009 de 247 €/1 000 L, soit en recul de près de 20 %.



Évolution du prix du lait depuis la réforme de la PAC en 2003



Source : FranceAgriMer d'après USDA

Depuis la réforme de la PAC de 2003, le prix de soutien de l'Union Européenne pour le lait (sur la base des prix d'intervention) est passé de 282 €/1 000 L à 215 €/1 000 L.

Le différentiel entre le prix mondial et le prix européen a considérablement diminué.

En 2002, pour un prix mondial de 140 €/1 000 L, le cours européen était de 312 €/1 000 L.

En 2009, le prix mondial se situait à 147 €/1 000 L, tandis que le prix européen n'était que de 247 €/1 000 L en moyenne.

215 €/1 000 L : prix plancher potentiel en Union Européenne depuis 2003

Depuis la réforme de la politique laitière en 2003, qui a vu les baisses successives des prix d'intervention, le prix de soutien du lait en Union Européenne se situe aujourd'hui à 215 €/t. De même, la réforme de 2003 se traduit par un allègement des mécanismes d'intervention dont les volumes alloués se trouvent considérablement réduits.

Depuis l'avènement de la crise laitière, la commission européenne a néanmoins joué son rôle au-delà des mesures classiques. En effet, les volumes maximum autorisés à l'intervention en beurre et en poudre ayant très vite été atteints, la commission a procédé à des achats répétés et réguliers de produits industriels par adjudication aux mêmes conditions de prix pour atteindre plus de 80 000 tonnes de beurre et 230 000 tonnes de lait écrémé. Par ailleurs, d'autres mesures de soutien du marché, telles que les mesures d'aides au stockage privé et les restitutions ont également été réactivées par la commission.

Déjà le marché mondial retrouve des couleurs. La reprise de la consommation en Chine a permis à FONTERRA de vider ses stocks au cours de l'été 2009 et l'Inde, premier pays producteur mondial de lait, affecté par une sécheresse a annoncé qu'il serait importateur de lait cette année.

Symbole de cette tension sur le marché mondial, les enchères de FONTERRA en poudre de lait entier sont passées de 1 300 €/t en juillet 2009 à 2 300 €/t en novembre 2009 (+ 77 %).

Un marché mondial de nouveau en situation de pénurie

Dans la foulée, le marché européen connaît également une sensible remontée des cours. Suite à une production de fromage en diminution, le lactosérum a augmenté de 90 % en un an. Plus récemment, le beurre, en hausse de 30 % en deux mois, a franchi la barre des 3 000 € la tonne, soit 800 € au dessus du prix d'intervention. Ainsi, les dernières adjudications proposées par la commission n'ont pas trouvé preneur au sein des industriels. Dans le même temps, la poudre grasse a augmenté de 20 % à 2 500 €/t.

Dans ce contexte de remontées brutales des cours, la double question de leur durabilité et de leur répercussion sur le prix du lait payé aux producteurs se pose. À court terme, ils permettent à certains industriels de retrouver une rentabilité et favoriseront peut-être des hausses de tarifs auprès de la grande distribution lors des négociations en fin d'année. Cette tension qui s'avère durable (au moins quelques mois) devrait se traduire aussi par une réévaluation du prix du lait pour 2010.



Prix du lait en 2010 : une hausse plus tardive et moins forte en France

Malgré tout, deux éléments freineront cette remontée en France. Tandis que les hausses du prix du lait sont déjà à l'œuvre en Allemagne et aux Pays Bas, les producteurs français devront patienter pour la connaître. Le dernier accord sur le prix du lait était davantage politique qu'économique et intrinsèquement supérieur aux fondamentaux du marché à cette période.

À cet effet retard, viendra s'ajouter un amortisseur : le niveau des stocks européens. Relativement peu important en beurre au regard de la consommation européenne, ils sont plus conséquents en poudre. En cette période de crise de la production laitière, la commission n'a ni intérêt, ni l'intention d'écouler ses stocks précipitamment, ce qui renforce les flambées actuelles. Au cours du premier semestre 2010, elle procédera probablement à un écoulement des stocks, ce qui pourrait tempérer la vigueur du marché.

Avec un effet inverse par rapport à fin 2008 début 2009, les producteurs de lait assisteront ainsi sur le premier semestre 2010 à des résultats comptables en forte baisse tandis que les perspectives de prix du lait seront en hausse par rapport à 2009. Une variabilité en passe de devenir la règle ?



Alain LEBOULANGER
aleboulanger@50.cerfrance.fr

AOP fromagère

Les exceptions à la morosité ambiante

Dans un contexte de marchés des produits laitiers PGC et produits industriels fortement dépréciés, les exemples de certaines filières AOP fromagères font toujours figurent d'exception.

Les raisons du différentiel de rémunération des laits AOP avec le lait standard sont bien connues, mais quels enseignements peut-on tirer de ces organisations de filières dans un contexte de crise?



466 €/1 000 L, c'est le prix moyen payé au 1^{er} trimestre 2009 aux producteurs de la zone Reblochon... hors qualité ! Évidemment ce prix renégocié annuellement est susceptible de varier, mais sans commune mesure avec l'amplitude du lait standard. Les raisons qui expliquent cette relative stabilité et niveau de rémunération sont de divers ordres. Mais il est intéressant de relever la capacité des acteurs amont et aval de ces filières, à négocier avant le prix du lait producteurs, la croissance ou la décroissance des marchés des produits sous AOP. Pour exemple, l'AOP Comté dans le cadre de son plan de campagne fixé annuellement par le CIGC et validé par l'État, évalue à partir de son observatoire de la filière Comté (production, stocks, vente), la production idéale pour la campagne suivante. Ce bilan permet de donner à chaque opérateur de la filière, un droit de production pour la future campagne.

La préoccupation est la même pour l'AOP Reblochon : organiser la croissance de son marché sans le déstabiliser et sans impacter négativement sur la valeur ajoutée de la filière. Ainsi une pénalité sur le paiement du lait à reblochon sur les périodes où traditionnellement le consommateur se détourne du produit, est appliquée. Elle contribue à une forme de stabilité du marché en améliorant adéquation offre/demande.

Négociations systématiques régulières entre opérateurs aval et amont, paiement de la matière première en lien au potentiel marché : le fonctionnement des AOP fromagères préfigurent une forme de contractualisation, pourtant redoutée aujourd'hui par certaines organisations.



Christine PELLOUX
cpelloux@74.cerfrance.fr

Volailles de chair



Une sérénité apparente dans ce contexte de crise et pourtant des enjeux de dynamisme à relever

Malgré une consommation nationale et internationale active, l'aviculture française perd des parts de marchés.

La consommation intérieure retrouve le chemin de la croissance

La volaille profite sur ces 9 premiers mois de 2009 d'une embellie en terme de consommation.

Même la dinde, régulièrement en déclin progresse.

La compétitivité du prix de la volaille par rapport aux autres viandes, la baisse des prix au détail en 2009 sont les premières explications pour ce produit vendu à 70 % en hyper et supermarché.

Face à la crise, le changement de comportement d'achat des ménages, lesquels se remettraient à cuisiner au dépend de la restauration hors foyer, en serait une autre.



Cette adéquation jusqu'alors gérée par la filière pourrait connaître ses limites. La viande de volailles tend à perdre graduellement sa compétitivité avec la viande de porcs vis-à-vis du consommateur. Cette dernière s'affichant à 6,20 €/kg pour 6,97 € pour la volaille et l'élaborés sur septembre 2009. L'arbitrage des ménages pourrait nuire à l'embellie de la consommation observée sur le marché intérieur.



Consommation des ménages en 2009

Comparaison 9 périodes 2009 / 9 périodes 2008

(en %)	Volume	En prix
Poulets	+ 2,40	- 0,4
Dindes	+ 0,40	- 0,2
Canards	- 3,4	- 2,3
Pintades	+ 2	+ 1,7
Élaborés	+ 3,2	- 0,6
Volailles + élaborés hors congelés	+ 2	- 0,8

Des coûts et des prix à la production moins élevés, des marges préservées

La baisse du cours des céréales induit sur 2009 une chute de l'indice du coût des aliments. Ce dernier, est responsable pour 55 % environ du prix de revient des volailles de chair. La production absorbe mieux ainsi la déflation du prix de détail et préserve les marges.

Un marché export à conquérir

Seconde viande mondiale consommée après le porc (30 % de la viande consommée, 93 millions de tonnes), le marché est en expansion constante : + 1,8 % en 2007, + 4 % en 2008 et les estimations de la FAO sont optimistes pour les années à venir.

Le développement de la consommation chinoise, des pays d'Europe de l'Est, de l'Amérique du sud présage de réelles perspectives. Le bon profil nutritionnel de la volaille et un bilan carbone favorable fait de cette production un challengeur pour répondre aux défis environnementaux et diététiques de demain.

Les échanges commerciaux s'élevant à 11 % du volume produit méritent une attention pour le premier producteur européen de volailles et de céréales : la France.

L'enjeu de la dynamique et de la compétitivité se pose alors pour être acteur sur ce marché en expansion. Le spectre de Doha avec ses conséquences sur les droits de douanes et les aides aux restitutions rend plus urgent encore cette efficacité économique.

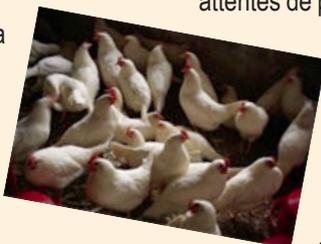
Des exports français en berne et des abattages en recul

La filière française ne profite pas de la croissance de ce marché, pire elle est en déclin sur l'approvisionnement de son marché national. En 2009, les pays tiers pénétraient le marché français au même rythme que celui des dernières années (+ 1,3 %). Les viandes et préparations de volailles de Thaïlande à base de poulet reviennent en force (+ 139 %) après l'épisode de l'influenza aviaire. Le Brésil poursuit sa percée sur les dindes (+ 28 %) mais s'effondre sur les exportations de poulets (- 20 %).

La filière française bute à l'export sur la compétitivité

- brésilienne sur le marché Allemand
- thaïlandaise sur celui du Royaume-Uni

Sur les pays tiers, la réduction des importations russes pour cause de crise économique impose à la France de se concentrer sur les marchés du Moyen Orient et des Pays de l'Est. Ces derniers sont fortement soumis à la concurrence américaine et asiatique, renforcée par le jeu des parités monétaires. Chahutés sur son marché intérieur, fragilisés à l'export, la production et les abattages français poursuivent leur déclin depuis plus de 10 ans. S'érige aussi à ses frontières une dynamique allemande apte à être actrice sur un marché européen. L'Europe, sur cette trajectoire, sera probablement importatrice nette à partir de 2014.



La France bénéficie de cette diversité de production et de savoir faire et doit capitaliser sur cet acquis par une politique de communication active, ce, même si le label connaît une érosion pour cause de prix à la consommation en période de crise.

L'innovation filière au cœur du développement

L'évolution des parts de marché de l'élaboré au profit des découpes et plus récemment du poulet PAC (- 3 % de 2006 à 2007) auprès des ménages, montre l'intérêt de l'innovation et de la segmentation. Créer des produits répondant aux attentes de praticité est en volaille une voie pour répondre aux évolutions des comportements d'achat.

L'efficacité de la transformation

Elle est au cœur de la dynamique filière que ce soit pour l'export, le marché intérieur, l'innovation, des rapports avec la distribution. Encore atomisée en France, de nombreuses coopérations s'observent sur ces 5 dernières années pour regrouper les forces. Le renforcement de gastronomie via l'accord avec Unicopa, la reprise de la société Marie au groupe alimentaire britannique UNIG par LDC après celle d'Arrivé et du polonais Farczynski suffisent à l'illustrer. La recherche de taille critique et d'efficacité nécessaire est actée.

Restaurer la production

Il est coutume de dire que la force d'une filière est égale à celle de son maillon faible. Les capacités de production pourraient en France constituer ce maillon faible, sans sursaut salutaire

- 25 % du parc bâtiments est exploité par des agriculteurs de plus de 50 ans.
- En matière de standard et certifié, le solde des m² entre construction et disparition est négatif depuis 2001 avec 1,8 millions de m² en moins soit 20 % de l'existant de 2007. Le label n'échappe pas depuis 2004 à cette réalité avec un parc de 4 millions de m².

Un double défi est à relever par la filière française

- Transmettre et moderniser le parc existant.
- Être attractif pour attirer de jeunes éleveurs pour construire des équipements adaptés aux nouveaux défis (bien être, économie d'énergie, compétitivité...).

Au centre de ces enjeux, la valeur ajoutée octroyée à l'éleveur, notamment sur les années d'amortissement du bâtiment. S'ajoute la capacité à satisfaire les normes environnementales avec l'arrivée du phosphore dans une production concentrée pour 60 % en Bretagne et Pays de la Loire.

(en %)	Exportations * 3 mois 2009/2008 en volume			Abattages France 4 mois 2009/2008	
	Monde	UE	Pays Tiers	En têtes	En poids
Poulets	- 5	- 3	- 7	-3,9	- 5
Dindes	+ 2	+ 13	- 28	- 14,6	- 9,3
Canards	- 12	- 18	+ 5	- 5,3	+0,4

* Exportations viande uniquement
Source : France Agrimer 16.06.2009

Les enjeux pour la filière avicole française

Rare aujourd'hui sont les productions tirées par la croissance de marché solvable, l'aviculture fait partie de ces exceptions. Le prix certainement mais aussi la sécurité des aliments, le développement durable, le bien-être animal, en un mot l'empreinte écologique seront des composantes de l'essor demain de cette production hors-sol.

Deux marchés distincts s'offrent à la filière

- **Le marché export**, peu segmenté, articulé sur le standard où la compétitivité sera le maître mot.
- **Le marché français**, voire européen supportant la segmentation qualitative où label, CCP, bio peuvent s'exprimer. Toute sensibilité du consommateur européen à l'agriculture durable peut servir cette segmentation, peu concurrencée par les pays tiers.



Jean-Yves MORICE
jymorice@53-72.cerfrance.fr

Porcs

Une sortie de crise qui s'éloigne encore un peu...



Le prix du marché du porc chute depuis la fin de l'été comme à son habitude à cette période. Compte tenu du cycle normal annuel du prix du porc, les observateurs ne voient pas beaucoup d'amélioration avant le mois de mai 2010. Et même si on peut s'attendre à une baisse du prix de revient du porc du fait de la baisse du prix de l'aliment ces perspectives angoissent les éleveurs qui sont très mal d'un point de vue financier.

La production européenne en baisse sensible

L'offre diminue de 2,4 % (prévision pour 2009) dans l'UE. Les abattages en Espagne sont en chute de 5,2 % sur 6 mois. La plus forte chute est observée au Danemark - 10 % sur 9 mois, mais les danois ont modifié leur stratégie en vendant du porcelet à leur voisin allemand, aussi cette évolution est contrebalancée par une augmentation de l'Allemagne (+ 3,2 %) et au global une stabilité des abattages cumulés des 2 pays. La France verrait sa production diminuée de 1,3 %.

Des exportations pénalisées par la parité euro/dollar

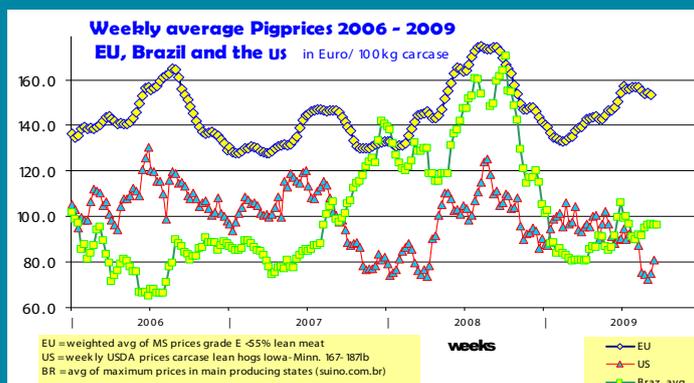
Cette baisse de production est insignifiante par rapport à la baisse des exportations européennes du fait de la crise mondiale et du rapport des monnaies. Les importations au niveau mondial ont baissé de 23 % sur le premier semestre 2009 du fait de la crise mondiale (Russie, Corée du Sud), mais aussi du fait d'une moindre demande chinoise qui a reconstruit son cheptel suite à la maladie de la langue bleue.

De plus, avec la hausse de l'euro depuis le début 2008, les porcs européens ne sont pas compétitifs sur le marché mondial (voir graphique). Les restitutions ont été supprimées en août 2008 et la commission européenne ne semble pas vouloir les réinstaurer.

La baisse des exportations européennes est de 12 % sur le premier semestre de 2009.



Un différentiel de prix qui augmente



Conséquences :
Difficultés pour exporter
La protection tarifaire n'existe plus à l'importation

Aussi, plutôt que de se confronter au marché mondial, les principaux opérateurs, qui, de plus, ont du mal à trouver des assurances-crédit, se tournent vers les pays intra-communautaires.

Malgré la crise la consommation se porte bien

En période de crise économique, les viandes les moins chères tirent leur épingle du jeu et c'est le cas en porc actuellement. La consommation est en hausse en volume de 1,5 %, par contre en valeur elle chute de 2,4 %.

Le marché du porc est un marché de pièces et la demande n'est pas la même entre pays. Le Danemark, l'Allemagne sont consommateurs de longes, la France est consommatrice de jambons. Chacun de ces pays considère leurs morceaux excédentaires comme des sous produits qu'ils valorisent à l'export intra-communautaire en les bradant. Ce mécanisme plombe les marges des opérateurs et donc le marché.

Vers quelle sortie de crise ?

Même si on annonce un début de sortie de la crise économique pour 2010, les économistes prévoient que le dollar restera très déprécié par rapport à l'euro. Or pour nos exportations agricoles européennes ce rapport est primordial face aux concurrents nord américains et brésiliens qui bénéficient en plus d'un coût de production plus faible.

Il faudra pour que le marché reparte que la demande alimentaire croisse fortement ou des arrêts d'activité importants pour cause économique.

Les éleveurs sont dans une situation financière difficile et personne ne se hasarde à pronostiquer une sortie de crise avant le 2^{ème} trimestre 2010. Mais avec des pertes moyennes de 0,13 €/kg sur 2007 ; 0,14 €/kg sur 2008, un tout juste équilibre pour la moyenne sur 2009, beaucoup ont peu de perspectives. De plus, la mise aux normes bien-être se profile avant le premier janvier 2013.

Anne-Yvonne HENOT
ayhenot@29.cerfrance.fr



Production bovine

Le difficile équilibre entre maîtrise des charges et adaptation aux marchés



La production bovine mondiale se stabilise

Le troupeau est même en légère baisse (- 10 millions de têtes depuis 2004) en raison principalement de problèmes sanitaires mais surtout de la pression foncière (concurrence des prairies avec les cultures). L'Argentine a diminué ses exportations par trois, le Brésil voit sa consommation interne peser sur les volumes à l'exportation. Seuls, les USA ont largement augmenté leur tonnage (+ 30 %) car la consommation mondiale de viande bovine continue à augmenter légèrement (+ 1,2 %). L'Asie devient la première région importatrice de viande bovine. Tous les exportateurs y sont présents, notamment les pays Sud Américains qui ont moins exporté par la même occasion sur le continent européen. La production européenne s'élève à 8 090 millions de tonnes pour une consommation 8 305 millions de T. Les viandes Sud Américaines assurent l'équilibre grâce à des imports au Royaume-Uni et en Hollande.

En France, l'année 2009 aura été marquée en production bovine et ovine par la redistribution des aides

La production ovine profite au maximum de cette réaffectation avec des aides qui augmentent de presque 50 % et donnent une grande bouffée d'air à ces exploitations.

Dans le secteur bovin, le bilan est plus mitigé. La réaffectation bénéficie d'abord aux systèmes naisseurs extensifs, alors que les systèmes naisseurs engraisseurs de l'Ouest sont plutôt défavorisés. Retenons de ce rééquilibrage, la prise de conscience du maintien des élevages dans des régions sensibles économiquement, où les pâturages sont encore majoritaires et participent à un éco système fragile. Malgré cela, le bilan économique des exploitations bovines sera tendu en 2009. Plusieurs événements (que nous avons déjà soulignés en 2008) se cumulent et contribuent à ces médiocres résultats.

- **Les conséquences multiples de la fièvre catarrhale** (prolificité, frais vétérinaires...).
- **Des cours en diminution** - 10 % vaches O entre septembre 2008 et septembre 2009, - 6 % pour les jeunes bovins U3 et - 8 % pour les génisses.
- **Les coûts alimentaires et d'élevage en hausse sensible**
- Enfin et surtout **les charges d'amortissements et d'intérêts sur les investissements des années antérieures** (modernisation et mise aux normes des élevages). La dérive des coûts de production que nous avons soulignée l'année dernière tombe au plus mauvais moment.

Rappelons que les systèmes bovins et ovins sont d'abord des systèmes à conduite économe. Toute sophistication dans la conduite de ces ateliers n'a jamais pu être rémunérée par le marché. L'indicateur essentiel est de savoir combien de tonnes de muscles une unité de travail doit produire dans son exploitation et à quel prix unitaire (€/kg). Or, l'augmentation

actuelle des coûts d'élevage est supérieure à l'augmentation de la productivité du travail. À l'instar d'autres productions (céréales, lait...), il semble que nous soyons à un tournant technique. Les recettes du passé (intensification du système productif) n'apportent plus les performances économiques que nous avons connues. Le salut passe par un pilotage plus fin des troupeaux, avec un objectif de limitation drastique des charges. Mais les freins sont nombreux à commencer par la faible flexibilité de nos systèmes allaitants, le manque de solutions alternatives techniques à proposer aux éleveurs.

La consommation marque le pas

La consommation de viande bovine est en baisse de 2 % sur un an. L'offre concurrente (porcs et volailles) est alléchante et constitue une alternative aux tensions sur le pouvoir d'achat des ménages. Le plus inquiétant dans l'évolution de la consommation est qu'elle a des impacts sur la valorisation des carcasses des races de haute qualité bouchère. La diminution des points de ventes (boucheries et rayons de découpes) a des conséquences directes sur ces élevages. Il est impératif pour toutes ces races souvent régionales de réfléchir à l'évolution de leurs circuits commerciaux au risque de perdre la plus-value liée à leurs spécificités raciales.

Le marché des broutards redevient dynamique

Après une année 2008 marquée par les problèmes sanitaires et les restrictions sur le commerce et transports des animaux, les courants d'affaires sont revenus notamment avec l'Italie. Notons cependant que l'offre de broutards est modérée ce qui explique la bonne tenue des cours. Ils ne suffisent pas à maintenir le chiffre d'affaires des exploitations touchées par une baisse de la prolificité.

Enfin, l'engraissement des jeunes bovins semble plombé par l'orientation de la PAC (prime à l'abattage, découplage, extensification...) autant de mesures très défavorables aux ateliers d'engraissement. En conséquence, les abattages sont en baisse de 12 %.

En dépit d'une conjoncture tendue, la concentration continue dans les élevages bovins français. La valeur des actifs est en croissance continue si on ajoute le foncier, on atteint des sommets (entre 6 000 et 9 000 € l'ha dans certaines régions allaitantes du Massif Central). Comment transmettre de tels outils pour assurer la pérennité des futurs éleveurs ? Alors valeur économique ou valeur patrimoniale ? Une question sensible dans le milieu traditionnel de l'élevage.



Jacques MATHÉ
jmathe@79.cerfrance.fr

Grandes cultures

Retournement

Pour la 2^{ème} année consécutive, les récoltes planétaires sont bonnes et les stocks se reconstituent. L'euphorie des années 2007 et 2008 cède la place au pessimisme.

BLÉ, une production mondiale 2009 régulièrement révisée à la hausse

Attendue en baisse par rapport à la récolte mondiale de 2008 (682 MT), la production 2009 demeure largement excédentaire sur la consommation d'environ 20 MT. Malgré la diminution des surfaces, en partie liée au renchérissement des intrants et le retour au rendement tendanciel très proche de 3 T/ha (contre 3,1 T en 2008), les stocks de fin de campagne continuent à progresser pour atteindre environ 190 MT soit 106 jours de consommation.

Rappelons au passage, que le niveau de stocks de fin de campagne était tombé à 70 jours de consommation pour la campagne 2007-08, niveau proche du seuil psychologique de 60 jours. C'est ce qui avait provoqué la forte hausse des cours, amplifiée par les spéculateurs (fonds de pension notamment) qui voyaient alors dans l'envolée des produits alimentaires l'occasion de réaliser des plus-values confortables.

Et ce n'est pas "El Nino" qui inversera la tendance, puisqu'au contraire les estimations de production progressent régulièrement depuis 6 à 8 mois.

Le deuxième facteur baissier est cependant antérieur à ces prévisions de récolte 2009. En effet, au cours des 6 premiers mois de l'année, la consommation mondiale a été régulièrement revue à la baisse en raison de la crise économique : moins 20 MT, soit autant que le différentiel initialement prévu entre production et consommation. La perspective d'une nouvelle pénurie s'éloignait d'autant plus.

Une récolte record en 2008 permettant une reconstitution des stocks de fin de campagne, puis une révision à la baisse de la consommation durant cette même campagne 2008-2009, et enfin de nouvelles prévisions de bonne récolte 2009 ont donc conduit les cours aux niveaux actuels.

Toutefois, sur notre marché domestique qui semble se redresser depuis quelques jours, on trouvera comme éléments de soutien une bonne qualité des blés permettant d'exporter même à des prix supérieurs à la concurrence Mer Noire notamment et d'importantes utilisations pour la fabrication d'éthanol dans des usines tournant à pleine capacité. Ces éléments positifs semblent l'emporter sur les facteurs défavorables, en particulier la diminution des utilisations par les FAB (Fabricants d'Aliments du Bétail) dont les fabrications ont régressé en volume de plus de 7 % depuis le 1^{er} janvier 2009.



MAÏS, dépendance des débouchés américains vers l'éthanol

Récemment l'USDA a révisé à la hausse les productions américaines, canadiennes, européennes et ukrainiennes d'environ 3,5 MT équilibrant quasiment la diminution de la production chinoise de 5 MT. La Chine, deuxième producteur mondial avec 155 MT sur une production mondiale totale légèrement inférieure à 800 MT, est quasiment autosuffisante. De plus, celle-ci dispose de stocks stratégiques importants, de telle sorte qu'un déséquilibre du bilan chinois pourrait ne pas influencer les cours de manière significative.

Cependant l'élément déterminant pour le marché sera la quantité de maïs américain destinée à l'éthanol. Sur une production de 329 MT, les USA devraient en transformer 109 MT soit quasiment 30 % ! Pour mémoire, le pourcentage de la récolte consacré à l'éthanol n'était que de 11 % en 2006. La politique des USA en faveur des biocarburants ne semble pas s'infléchir pour l'instant et c'est incontestablement un élément de soutien au marché. En outre, la remontée des cours du pétrole et le cours relativement bas du maïs procurent une marge correcte aux distillateurs.

Plus touché que le blé, le maïs souffre aussi d'une diminution des quantités incorporées en France dans l'alimentation du bétail estimée à 100 000 T.

S'appuyant probablement sur des prévisions importantes de maïs destiné à l'éthanol, les fonds indiciels américains ont augmenté leurs positions longues ; cela traduit ainsi leur confiance dans une hausse à long terme des cours.



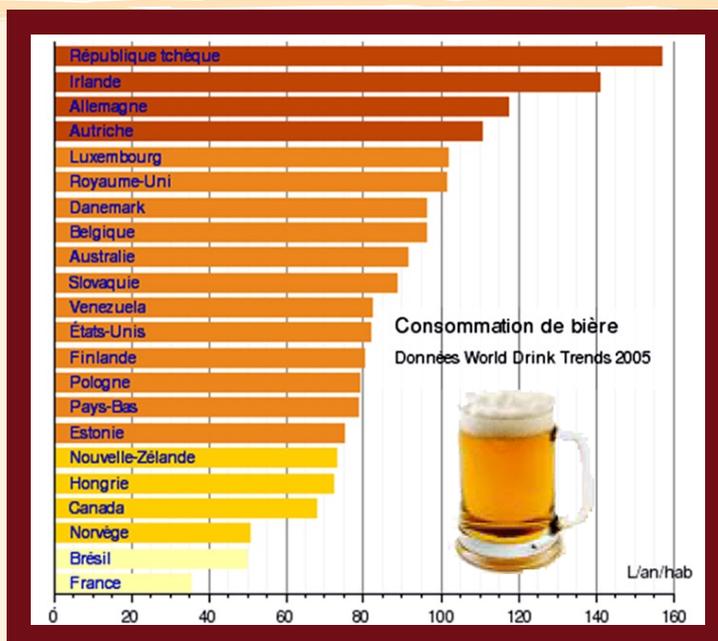
ORGE DE BRASSERIE, des cours sous pression pour quelques mois encore

Les rendements 2009 ont atteint dans certaines régions des niveaux record. La production européenne est estimée à 12,4 MT alors que la consommation est prévue aux alentours de 10 MT. Les utilisations ont reculé de 6 % en Allemagne sur la campagne 2008-09 par rapport à la précédente, sont stables en Angleterre, mais en fort retrait de 19 % sur les mois d'été 2009. Au niveau européen, la consommation d'orge devrait baisser de 5 %.

L'effet ciseau d'une augmentation sensible des disponibilités et d'une consommation de bière en baisse conduit les malteurs à se retirer du marché en étant couverts pour plusieurs mois. Les stocks en ferme ou dans les organismes stockeurs leur permettent d'attendre en toute sécurité pour pratiquer leurs achats du printemps et de l'été.

Le marché est actuellement au point mort pour la récolte 2009 et la prime sur le blé, aujourd'hui négative, ne sera guère élevée en 2010.

Au printemps prochain, les agriculteurs auront encore la possibilité d'arbitrer leur assolement définitif en cultures de printemps. Nul doute que si le marché n'est pas sorti de sa léthargie, des surfaces prévues initialement en orge pourraient être converties en protéagineux à la faveur des mesures incitatives du bilan de santé.



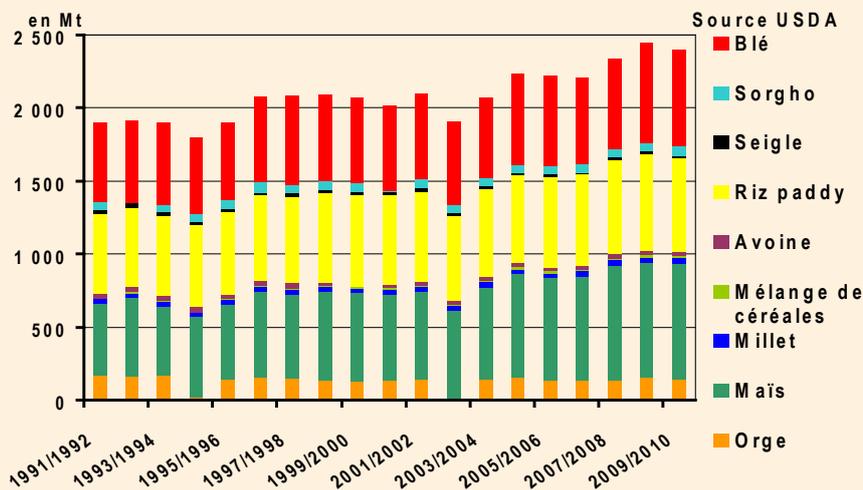
COLZA ET TOURNESOL, bilans lourd en colza et équilibré en tournesol

Excellente récolte de colza, voire exceptionnelle dans certains secteurs : telle pourrait être la caractéristique de l'année 2009 en France mais aussi en Europe, qui voit sa production culminer aux alentours de 21 MT. Pris dans une tendance baissière, les cours du colza trouvent quelques soutiens dans la hausse du pétrole, les obligations d'incorporation dans les carburants et dans les cours actuellement élevés du soja. Cependant, la bonne corrélation constatée auparavant entre les évolutions des prix du colza et du pétrole ne se retrouve plus aujourd'hui en raison de l'importance de la récolte d'autant plus que celle de canola au Canada s'annonce largement supérieure aux attentes.

Concernant le soja, la délicate soudure entre la récolte américaine et les récoltes sud-américaines, de même que les restrictions à l'importation suite à la découverte de traces d'OGM dans des lots maintiennent les prix. Mais cette situation ne devrait pas durer car les fondamentaux demeurent assez lourds sur les bilans mondiaux du soja.



Production mondiale, toutes céréales confondues



Quant au tournesol, la relative faiblesse de la récolte en Europe de l'Ouest, sera compensée par de bonnes perspectives en Europe de l'Est. Au niveau mondial les productions des autres pays s'équilibrent également avec les utilisations, le bilan de fin de campagne ne devrait guère évoluer comparativement à celui de l'an passé.

Sur le marché des huiles, qui devrait croître en 2009-2010 grâce à la demande alimentaire asiatique et à l'augmentation de la fabrication de biodiesel, il n'y a plus de grands écarts entre l'huile de soja, de palme, de colza et de tournesol et les cours sont revenus à des niveaux de 700 à 850 \$/T. Ce n'est donc pas le marché des huiles qui tirera à court terme vers le haut celui des graines.



Ce sera difficile à l'export !

Les exportations européennes de blé connaissent depuis le début de campagne un rythme soutenu, puisque l'UE a dépassé le seuil de 5,5 MT. Face aux origines Mer Noire, et dans un contexte de parité Euro/Dollar défavorable pour nous, la qualité sera un élément déterminant pour maintenir nos débouchés traditionnels vers le Maghreb et l'Égypte.

Quant à nos exportations intracommunautaires, elles se trouvent confrontées à l'excellence de la récolte en Grande Bretagne, en Allemagne ainsi que dans les Pays de l'Est.

D'une manière générale, compte tenu des bons niveaux de récolte généralement constatés dans le monde, la concurrence sera rude sur les marchés internationaux. Outre la parité monétaire défavorable, le faible coût actuel du fret maritime rend les productions venant de pays éloignés plus compétitives sur nos marchés de proximité comme ceux d'Afrique du Nord ou du Moyen-Orient.

Les leçons de 2007-2008

Un certain nombre d'agriculteurs constate que les prix actuels n'atteignent pas leurs seuils de commercialisation et que leur résultat prévisionnel est nul, voire négatif. La vraie question pour eux est bien de connaître leur marge de manœuvre et d'évaluer le prix pivot autour duquel la volatilité est acceptable.

Autre constat : le retour en force du prix moyen et la délégation de la commercialisation aux OS ; dans les périodes plus difficiles, les exploitants recherchent la sécurité dans le prix de vente et cela est d'autant plus légitime aujourd'hui, que les OS ont beaucoup progressé dans leur offre commerciale et leur capacité à bien vendre. Mais la sécurité n'est-elle pas aussi dans la recherche permanente d'une meilleure compétitivité sur les coûts de production et l'absence de spéculation hasardeuse ? Que dire de ceux qui ont investi dans des matériels surdimensionnés à la faveur d'une ou 2 années de trésorerie excédentaire ou de ceux qui ont reporté la commercialisation de leur récolte 2008 sur 2009 dans l'attente de prix plus élevés...

SUCRE, à contre courant...

Comme cela s'est souvent produit dans le passé, l'évolution des cours du sucre est actuellement à contre-courant de celle des autres productions de grandes cultures.

Pour la 2^{ème} année consécutive le bilan mondial sera déficitaire. 10 MT manquaient en 2008-2009 pour équilibrer la consommation et le déficit 2009-2010 est estimé entre 5 et 10 MT.

La production indienne en forte régression conduit le pays à importer massivement du sucre pour satisfaire sa consommation intérieure.

De plus, de nombreuses incertitudes demeurent actuellement sur les disponibilités brésiliennes, la récolte étant fortement perturbée par de fortes pluies. Czarnikow, maison de courtage en sucre, a ramené son estimation de production de canne de 545 MT à 530 MT ce qui correspond à une production de sucre d'environ 29,2 MT.

Les États-Unis sont désormais dans le peloton des 3 plus gros importateurs mondiaux de sucre après avoir adopté en 2008 une loi soutenant la filière sucre. Paradoxalement, les importations sont supérieures aux besoins et les importations excédentaires sont utilisées pour la production d'éthanol dans le cadre de du programme "Renewable Fuel Standard".

Le marché mondial du sucre est sous tension, les cours atteignent des sommets jamais atteints depuis 1981 : plus de 500 \$/T pour le sucre brut et 600 \$/T pour le blanc.

Au niveau européen, la campagne actuelle s'annonce plus favorable que la précédente, marquée par la disparition du stock d'intervention de 300 000 T de sucre. L'UE aura ainsi la capacité d'exporter plus de 1,3 MT de sucre hors quota.

Côté France, la production 2009 sera également très bonne. Avec un rendement de betteraves proche de 90 T/ha, la production de sucre devrait dépasser 4,7 MT, laissant un disponible exportable de 0,7 MT.

Trois facteurs contribuent à l'amélioration constatée des rendements moyens : une génétique des semences toujours en net progrès, une météo favorable, et le plan d'abandon qui a conduit les planteurs ayant une faible productivité à s'arrêter.

Dans la perspective de disponibilités importantes et de marché mondial porteur, on pourrait imaginer des exportations importantes. Or, après la condamnation de l'Union Européenne en 2005 par l'OMC consécutive à la perte du panel face au Brésil, à l'Australie et à la Thaïlande, l'Union Européenne ne dispose plus que d'un contingent d'exportation de 1,374 MT de sucre.

Une première tranche de 650 000 T a été ouverte le 1^{er} octobre dernier ; une semaine après, celle-ci était quasiment utilisée par l'ensemble des opérateurs européens de la filière, par ailleurs limités à un plafond hebdomadaire de 20 000 T chacun, quelle que soit leur taille.

La commission de Bruxelles vient d'ouvrir une deuxième tranche permettant d'aller quasiment jusqu'au maximum permis par l'OMC, tout en déplaçant la quantité maximale par opérateur, mais cela demeure nettement insuffisant pour écouler notre excédent français qui représente à lui seul la moitié du contingent européen.

Le recours au report sur la prochaine campagne semble être incontournable pour beaucoup d'industriels sucriers, à moins qu'en l'absence de besoin de restitutions à l'exportation, il soit permis d'aller au-delà du contingent actuel.

Production mondiale de sucre

Campagne	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Production	167 MT	154 MT	< 160 MT



Thierry LEMAÎTRE
tlemaître@alliance277.fr

Lin et Chanvre

L'innovation en réponse à la crise

Les filières lin et chanvre s'affranchissent de la crise, en quête de signaux faibles ; elles saisissent les opportunités et contournent les menaces de l'environnement.

Effet Grenelle, baisse du prix des céréales, future raréfaction du pétrole, les raisons ne manquent pas de spéculer sur les marchés futurs des biomatériaux.



Filière lin

Surproduction, chute des prix de vente, les professionnels visent des débouchés nouveaux

Alors que la récession mondiale a entraîné un phénomène de surproduction, les producteurs craignent de devoir brader une excellente récolte 2009 à une clientèle chinoise dure en affaires.

Ironie : la récolte du lin 2009 sera l'une des meilleures de la longue histoire de cette plante utilisée dans l'habillement. Dans une culture de traditions, on dit que la fibre atteint cette année "onze mains", soit environ 1,10 m. Malheureusement pour la filière, la "météo économique" est maussade. Alors que la récession a entraîné un phénomène de surproduction en Europe, les producteurs craignent maintenant de devoir brader une récolte exceptionnelle. La consommation mondiale est en berne. Il y a plus de 50 000 tonnes en stocks, alors que la demande de la Chine, le plus gros transformateur au monde, menace justement de retomber à 50 000 tonnes.

est toutefois maintenue en Biélorussie et en Ukraine.

La Chine, qui gère 80% du marché, impose maintenant des prix très faibles. Ainsi le filage qui se vendait 2 € voire 3 € en 2008, s'écoule désormais entre 1 et 1,30 €. Après quinze années d'embellie qui avaient suivi le transfert de la production dans les filatures chinoises, le retour de bâton est donc sévère.

La Chine est leader sur la filature, le tissage et la confection

(en %)	Chine	UE 27	Europe Est
Filature	75	12	9
Tissage	57	20	9
Confection	40	40	7

Source CELC

La rentabilité des filatures chinoises est en baisse (appréciation du Yuan, concurrence, effet €/\$, crise mondiale, évolution des coûts de main-d'œuvre). Il en résulte une surcapacité de production, sur 60 000 broches, 25 000 seraient en activité. Dans ce contexte l'interprofession souhaite limiter les surfaces en France : 50 000 ha en 2009 et 40 000 ha en 2010.

Pour retrouver l'indispensable rentabilité, il faut créer de la valeur ajoutée

Des débouchés émergent : la fibre de la plante pourrait un jour remplacer la fibre de verre dans de nombreuses applications, elle constitue un excellent isolant végétal "100% naturel" pour le BTP, qui pourrait un jour concurrencer sérieusement les traditionnelles laines de verre à base de silice, et la combustion des résidus de lin pour la production de chaleur. Fabriqué à partir des fibres courtes de la plante, l'isolant en lin présente "une conductivité thermique" inférieure à la plupart des matériaux actuellement utilisés. Très performant en hiver, le lin l'est encore plus en été en laissant moins pénétrer la chaleur que les autres isolants. L'inconvénient de l'isolation en lin réside pour l'instant dans son prix, environ 30 % plus cher que les isolants habituels.



Consommation apparente de fils de lin

(en T)	USA	UE	CHINE	JAPON	MONDE
2006	53 900	40 000	10 000	10 000	146 900
2007	43 300	34 000	9 900	9 000	125 200

Source CELC

Le potentiel de production européen est de 110 000 tonnes : 65 % de l'offre mondiale et la France avec 68 000 ha couvrent 80 % de la production européenne, principalement situés en Haute Normandie : 37 000 ha, Nord Pas de Calais : 11 500 ha, Picardie et Seine et Marne : 12 000 ha.

Après un pic à 110 000 tonnes en 2005-2006, la Chine a diminué ses commandes par deux. La faute au recul des ventes de textiles aux USA, où est consommée la moitié de la production mondiale, ainsi qu'en Europe. De même, la crise met un frein au développement de projets des tailleurs en Ukraine et au Brésil.

L'effondrement de la production est confirmé dans les pays historiquement liniers (Pologne, Pays Baltes, Tchéquie), elle

Pour l'industrie textile, seule est gardée la fibre longue, elle est de meilleure qualité. 2009 se présente comme un bon cru, mais sur 100 kg de paille, la fibre longue ne représente que 25 kg, principalement destinée au marché chinois.

En 2007, la récolte a été de mauvaise qualité, les acheteurs ont été plus méfiants en 2008, même si la qualité était au rendez-vous.



Les acteurs de la filière misent sur la recherche et le développement, afin d'offrir aux producteurs la possibilité d'exploiter au maximum la masse récoltée.

Depuis deux ans des tests sont en cours sur un nouveau type de lin qui résiste aux températures d'hiver. Habituellement, on

sème en mars et on récolte en août, mais ce nouveau lin peut résister jusqu'à moins 15 degrés. Un lin plus résistant aux intempéries mais dont la qualité est inférieure à la fibre estivale. Le cycle hivernal étant plus long, ce nouveau procédé permet d'obtenir une plus grande quantité de fibre à l'ha. Il permettrait de trouver ou approfondir de nouveaux débouchés, faute de pouvoir alimenter l'industrie textile. Des granulés horticoles, de la litière pour cheval sont déjà fabriqués. Les coproduits du lin servent déjà aux billets de banque ou au papier à cigarette.

La filière lin entend surfer sur la vague verte, les agriculteurs liniers espèrent que le lin remplacera un jour définitivement la fibre de verre dans l'isolation, les portes de voitures, les pannes ou les plafonniers.



Filière chanvre

Le chanvre au cœur du défi de la construction durable

Le chanvre connaît un développement dans le domaine de la construction du fait de la résistance mécanique caractéristique de ses fibres, de sa légèreté, de ses qualités thermiques et sonores.

Si les fibres sont utilisées pour la fabrication de laines isolantes, la chènevotte - son bois qui représente pratiquement la moitié du poids de la plante - mélangée à un liant adapté, sert à confectionner des mortiers et des bétons de chanvre.

Tandis que la France oriente majoritairement sa production vers les fibres "papières", la production allemande est tournée vers les fibres "techniques". La politique volontariste du gouvernement allemand a été un facteur clé de l'accroissement de la production.

L'atout environnemental du chanvre et les aides communautaires à la transformation ont récemment permis la "redécouverte" de cette culture.

Quelques études optimistes alimentent la machine, comme celle de l'ADEME et du cabinet ALCIMED, qui anticipent 250 000 ha en 2030. En un an, la surface cultivée a bondi de 50 % à 12 000 ha pour 2008.



Le chanvre se distingue par ses qualités agronomiques et reçoit les encouragements de l'Europe



Il ne nécessite pas de produits phytosanitaires et améliore la structure des sols grâce à ses racines. Les semis s'effectuent à partir d'avril et la plante connaît une croissance rapide : 3 mètres en 4 ou 5 mois. La paille est fauchée entre fin août et fin septembre.

Originaire d'Asie centrale, le chanvre est une des plus anciennes plantes cultivées. Si la première corde en chanvre apparaît en Chine en 2800 avant JC, cette production connaît son apogée au 17^{ème} siècle avec son utilisation pour la marine à voile.

Dans le cadre de l'Organisation commune de marché (OCM) unique, et d'après le règlement n°1234/2007 du Conseil du 22 octobre 2007, une aide à la transformation des pailles de chanvre destinées à la production de fibres, s'élevant à 90 €/T pour la campagne de commercialisation 2008-2009, est accordée aux transformateurs agréés. Cette aide devrait disparaître en 2012. Les estimations de surfaces 2009 dans l'UE s'élèvent à 20 000 ha pour 2009.

La France occupe le premier rang en Europe, avec une production de pailles s'élevant à 52 855 tonnes en 2008. Le rendement moyen français s'élève à 7,5 T/ha en 2008, supérieur au rendement européen de l'ordre de 6,5 T/ha. La paille de chanvre devrait atteindre les 115 €/T en 2009, contre 100 €/T en 2008 et 95 €/T en 2007. Cette augmentation des prix s'explique en partie par la forte demande pour satisfaire les nouveaux débouchés.

En effet, la chènevotte, partie ligneuse de la tige, est désormais considérée comme un co-produit et non un sous-produit de la fibre. Le chanvre bénéficie désormais de son marché spécifique, son prix n'est ainsi pas affecté par la baisse actuelle du prix du lin.

Chanvre et biomatériaux

Deux technologies émergent dans le domaine des matériaux composites. Le "thermoformage" permet, grâce à l'association de fibres de chanvre et fibres synthétiques, de fabriquer des pièces comme des tableaux de bord ou des éléments intérieurs des portières de voitures alors que "l'injection", qui associe fibres de chanvre et polymères, sert à fabriquer des pièces tels que les bouchons de réservoir. Les fibres végétales viennent en remplacement des fibres de verres et présentent de nombreux avantages : gain de poids, augmentation des propriétés mécaniques, recyclabilité, etc.

En pointe dans ce domaine, l'industrie automobile allemande a consommé en 2005, 19 000 tonnes de fibres végétales, dont 64,2 % de lin, 26,3 % de fibres exotiques comme le jute ou le sisal et 9,4 % de chanvre, soit 1 800 tonnes.

La France s'engage également dans ce secteur et de nouvelles usines de plasturgie faisant appel au chanvre sont en construction. L'utilisation des fibres végétales dans l'industrie est soutenue par l'État.



Ce dernier, cible son intervention sur la recherche et développement et l'innovation via le financement de pôles de compétitivité.

Dans ce contexte, le pôle de compétitivité "Industries et Agro-ressources", implanté en Picardie, soutient le projet BIOMAT qui a pour objectif de remplacer les matériaux d'origine fossile traditionnellement utilisés dans l'intérieur des voitures par des matériaux issus de ressources renouvelables (lin, chanvre, betterave, etc) en respectant les contraintes techniques, économiques et environnementales liées à l'automobile. Le pôle de compétitivité "Fibres Grand Est", basé à Epinal, œuvre également au développement de nouveaux matériaux et à l'industrialisation des filières fibres naturelles. Au niveau européen, la Commission a lancé dans une communication du 21 décembre 2007, l'initiative "marchés porteurs".



Celle-ci propose des plans d'actions en faveur de secteurs prometteurs, tels que les bio-produits et notamment ceux fabriqués à base de fibres.

L'initiative préconise une action concertée entre les états membres et le secteur privé par le biais de divers instruments comme la législation ou les marchés publics. Les États sont par exemple invités à opter pour des pratiques d'achat public favorisant l'innovation. La Commission Européenne projette ainsi une forte croissance de l'utilisation des fibres végétales dans l'industrie automobile : de 50 000 tonnes en 2007 à 100 000 tonnes d'ici 2010.

Bien que marginale en France, et par extension dans l'UE, la culture du chanvre semble vouée à un avenir prometteur au regard de l'intérêt porté par l'industrie et les politiques publiques, toutes deux sensibles aux qualités techniques et environnementales de cette plante.

Pomme de terre de conservation

La pomme de terre connaît-elle la crise ?



305 variétés inscrites au catalogue, de base ou plus haut de gamme, mais aussi des variétés fleurons ou plus étonnantes pour fidéliser le consommateur et aller à la conquête de marchés cibles.

L'année internationale de la pomme de terre a permis de célébrer en 2008 l'un des principaux aliments de base de l'humanité et faire prendre conscience de son importance. Outre ses vertus alimentaires, la pomme de terre est largement utilisée dans l'industrie agroalimentaire... mais aussi dans le textile, la papeterie.

Un des enjeux, c'est l'adéquation pluriannuelle offre/demande, un léger déséquilibre entraîne une variabilité importante des prix.

Une évolution de la géographie de la production : la Chine premier producteur mondial

Longtemps concentrée en Europe, Amérique du Nord et dans la Communauté des États indépendants (ex URSS), la production de la pomme de terre a désormais conquis le monde. Depuis 2005, plus de 50 % des 325 millions de tonnes (Mt) produites dans le monde proviennent des pays en développement.

La production mondiale a progressé de 21 % depuis 1992, avec des évolutions différentes selon les zones géographiques.

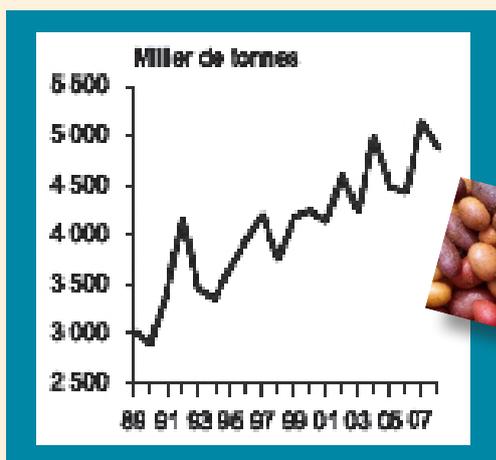
La Chine a progressé de 90 % de 1992 à 2007, sa production de 72 Mt représente 22 % de la production mondiale, détrônant la Fédération de Russie de la 1^{ère} place ; celle de l'Inde est également importante (+ 60 %).

À l'inverse, la production de la Pologne a diminué de 52 %, de 23 Mt en 1992 à 11 Mt en 2007. Si la production de la Pologne est ajoutée à celle des États membres pour la période précédent son adhésion à l'Union, la production européenne suit la même tendance. Elle a en effet baissé de 22 % depuis 1992, pour atteindre 62 Mt en 2007.

La production française de pomme de terre de conservation se maintient à un haut niveau et connaît même une certaine croissance

En 2008, avec environ 7 Mt produites, la France est le troisième producteur européen. La pomme de terre de conservation représente 73 % de la production totale de pomme de terre. Cette production comprend les différents types de pommes de terre : la pomme de terre de conservation 5,4 Mt, la pomme de terre primeur 0,2 Mt, la pomme de terre de féculerie 1,4 Mt.

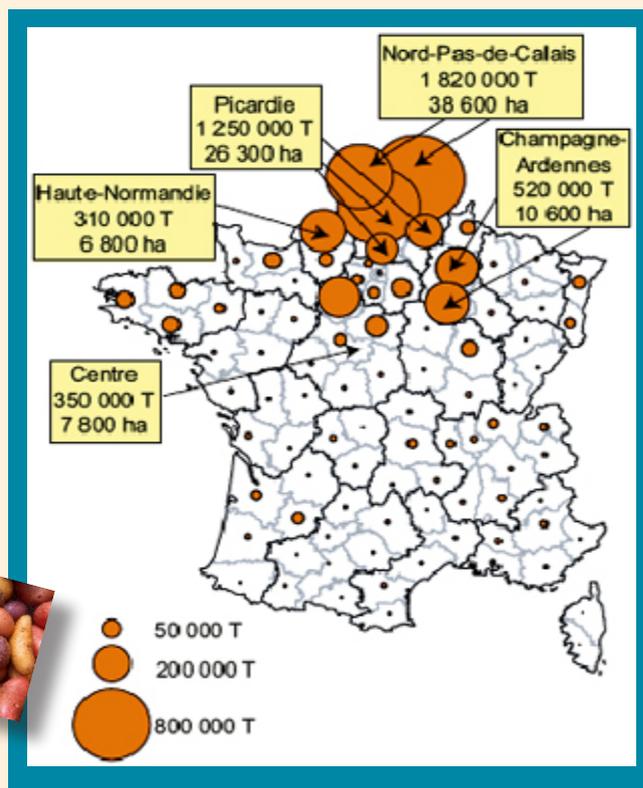
La production en croissance continue



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Le Nord-Pas-de-Calais est la première région productrice de pommes de terre de conservation. Elle représente 37 % de la production française devant la Picardie 26 %. Ces deux régions occupent également une place importante dans les approvisionnements destinés à l'industrie. La Beauce et la Champagne sont les autres régions importantes, plus orientées vers le marché du frais. La pomme de terre primeur est issue de différents bassins de production que sont le Val de Loire, la Bretagne, le Bassin Rhône-Méditerranée, le grand Sud-Ouest et la Normandie.

La production française de pommes de terre se concentre dans les régions Nord



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Les ventes en France représentent à l'état frais 1,1 Mt, dont 140 milliers de tonnes destinés à la RHF et un million de tonnes au détail, dont près de 80% commercialisés par les circuits de la grande distribution : hypermarchés, supermarchés, hard discount. À ces ventes, s'ajoutent 400 à 500 Mt produites par les jardins familiaux et une quantité importante cultivée par les agriculteurs pour leur propre usage. Les industries de transformation utilisent près de 1,2 Mt de la production, dont les 2/3 pour la fabrication de frites surgelées et de purées en flocons.

LA FILIÈRE POMME DE TERRE BIO : ENCORE UN MARCHÉ DE NICHE

L'Allemagne est le principal pays producteur de pomme de terre biologique avec 7 500 ha cultivés en 2007. La France avec 736 ha cultivés en 2007 par 1 086 producteurs reste à la traîne. Les contraintes techniques représentent le principal frein au développement de cette filière. La pression mildiou de l'été 2007 fut une preuve accablante.

Le marché des pommes de terre bio est encore un marché de niche en France. Son développement dépend du dépassement des contraintes techniques et du développement de l'offre dans l'ensemble des circuits de commercialisation, relais essentiel de la demande des consommateurs.





Après une campagne primeur déprimée, une campagne 2009-2010 qui démarre en demi-teinte

La campagne s'annonçait bien pour la primeur avec des plantations précoces. Mais la primeur française a souffert en 2009 plus que les autres années. Les GMS semblent l'avoir peu référencée au profit de la pomme de terre de consommation, toujours disponible, moins chère, d'apparence similaire et demandant moins de soins.

Si les surfaces ont augmenté à l'échelle française (de 104 300 ha à 105 900 ha) la récolte ne devrait pas être excédentaire, compte tenu de la sécheresse des dernières semaines.

Au niveau européen, les surfaces n'ont augmenté que de 1 à 2 %, la chaleur et la sécheresse devraient entraîner une chute des rendements permettant d'éviter la surproduction.

Malgré cela la pression sur les prix s'accroît, mettant en difficultés producteurs et opérateurs commerciaux .

Les exportations françaises marquent le pas

Lors de la campagne 2007-2008, la France a exporté 2,6 Mt de pommes de terre, soit à peine moins que les exportations records de la campagne 2006-2007 (- 1 %), mais en augmentation de 21 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. C'est le troisième exportateur européen derrière les Pays-Bas (4,7 Mt) et l'Allemagne (4,1 Mt).

La quasi totalité des exportations françaises en frais (97 %) est à destination des pays de l'UE avec 1,8 Mt. Le marché du frais représente 72 %. Les principaux clients de la France sur ce marché sont l'Espagne, l'Italie, la Belgique, ainsi que le Portugal.

Pour l'industrie de transformation, dont les exportations représentent 26 % de l'ensemble des exportations de pommes de terre, les principaux clients sont l'Italie, l'Espagne et les Pays-Bas.



Pierre-Yves LELONG
plelong@cerfrance-amiens.fr

La consommation française

Des résultats plutôt bons en volume en 2008-2009 mais en baisse sensible de valeur, fait marquant en 2008, un importance grandissante a été accordée au prix, devenu le 2^{ème} critère de choix après l'aspect et devant la taille.



Une belle récolte pour une consommation mondiale en berne



En 2009, la récolte française s'annonce sous les meilleurs auspices en termes de qualité. En face, les marchés sont moroses et les tendances à la consommation en baisse. La filière pourra dépasser ces difficultés liées à la crise financière, si elle développe et professionnalise ses stratégies à l'export où les marchés semblent encore prometteurs.

La France retrouve sa place de premier producteur de vin

Avec une production prévisionnelle de 47 millions d'hectolitres, la France retrouve un niveau de production moyen en retrait par rapport à la moyenne des 5 dernières années, mais en nette progression par rapport à la faible récolte de 2008 (+ 10 %).

La façade maritime de l'ouest de la France retrouve un niveau de production quasi normal, après les incidents climatiques de 2008. La région du Languedoc-Roussillon concentre l'essentiel des demandes d'arrachage : elle totalise respectivement 65 % et 74 % des surfaces arrachées pour les campagnes 2008-2009 et 2009-2010.

Sa récolte se retrouve ainsi structurellement réduite en volume même si la sécheresse estivale a aussi contribué de manière significative à la réduction de la vendange.

Le niveau de production en Italie devrait rester proche de celui de 2008, aux alentours de 46,5 Mhl, ce qui permettrait à la France de retrouver sa première place. Selon les prévisions, la récolte espagnole serait réduite de 10 à 15 % en raison de la sécheresse. Rappelons que les trois pays : France, Italie et Espagne représentent à eux seuls la moitié de la production mondiale.

De plus, en France, les conditions climatiques ont été très favorables et laissent présager une production de bonne qualité, voire même exceptionnelle dans l'ensemble des régions françaises.

Un surplus de récolte pour une consommation à la baisse

La récolte française 2009, tout en étant inférieure à la moyenne des cinq dernières années, va se traduire par des volumes plus conséquents à commercialiser sur des marchés très tendus, tant sur le marché intérieur qu'à l'export.

Le marché français est aujourd'hui peu porteur. La tendance est à une diminution de la consommation en volume, de 9 % par rapport à la moyenne des 5 dernières années, et de 5 % par rapport à 2008-2009. Encore une fois, les vins de pays et les vins de table sont les plus touchés, avec un retrait de 11 % contre 7 % pour la consommation d'AOP. Les vins rouges sont les plus atteints, suivis des vins blancs. En revanche, la demande de vins rosés poursuit sa progression.

À l'export, les marchés ne se comportent pas mieux, ce qui contribue au marasme vécu par la filière. Les exportations de vins et spiritueux ont baissé de 24,6 % au premier semestre 2009. Les vins de qualité et haut de gamme sont touchés par la baisse de la consommation liée à la crise financière mondiale. Le Champagne est particulièrement concerné, avec une réduction de 41,1 % en volume et 45,2 % en valeur. Les ventes de vins de Bourgogne à l'étranger ont reculé de 24,5 % en volume et de 24,7 % en valeur dans le monde.



	Récolte 2009 (milliers hl)	Évolution sur 2008 (en %)	Évolution sur moyenne 5 ans (en %)
Champagne	2 700	- 11	- 12
Bourgogne Beaujolais	2 325	+ 1	- 15
Alsace	1 133	- 3	- 6
Savoie Jura	207	+ 8	- 9
Val de Loire	3 298	+ 38	0
Charente	9 379	+ 34	+ 11
Sud-Ouest	3 538	+ 25	- 2
Bordelais	6 200	+ 27	0
Languedoc Roussillon	11 900	- 81	- 23
Corse	336	+ 4	- 8
Autres vignobles Sud-Est	5 141	0	- 10
TOTAL	47 001	10	- 7

D'une manière générale, les vins AOC sont en retrait de 18,8 % en volume pour 24,2 % en valeur.

Dans la majorité des pays, on observe une réduction des achats, en particulier aux États-Unis et au Royaume-Uni. La bonne tenue de l'euro n'a pas permis de maintenir les prix.

Le marché allemand s'est mieux comporté (+ 2,2 % en valeur). La baisse des achats de biens de consommation a peut-être été compensée par des achats de produits festifs.

Quant au marché asiatique, il reste prometteur. En Chine, les importations de vin ont augmenté de 38 % en valeur de 2007 à 2008. Les experts y prévoient une progression de 50 % dans les cinq prochaines années.

2009 est une année charnière : avant la crise financière, les voyants de la consommation mondiale étaient plutôt au vert. La question est de savoir quand et à quel niveau la reprise s'effectuera.

L'euro est fort par rapport aux monnaies de nos deux principaux marchés export : le Royaume-Uni et les États-Unis. Cette position ne plaide pas en faveur d'une reprise. Cependant, deux années de récoltes plutôt faibles, des stocks corrects et une qualité exceptionnelle devraient permettre d'éviter au marché de s'effondrer davantage.



L'export demeure une voie de développement privilégiée

Les experts du cabinet "The IWSR" (The International Wine and Spirit Record) considèrent que les évolutions structurelles d'avant-crise ne seront pas remises en cause. La consommation planétaire devrait retrouver sa croissance, en volume comme en valeur. Dans l'ensemble des pays historiquement peu consommateurs, la consommation par habitant devrait continuer à se développer, ce qui compenserait la diminution connue par les pays producteurs et consommateurs tels la France. Les marchés des USA et de la Russie vont à nouveau se développer, ainsi que les marchés chinois et indien qui sont dotés d'un immense potentiel de croissance.

Le développement de l'export reste donc une voie essentielle pour assurer le redressement et l'équilibre économique de la filière. Il ne pourra être assuré qu'avec des entreprises de négoce performantes. Des grands groupes (Castel, Les Grands Chais de France...) se structurent et continuent d'investir dans la filière, c'est un signe encourageant pour l'avenir de la filière.



Pierre-Gérard POUTEAU
pgpouteau@49.cerfrance.fr



La société Castel pèse 2,5 Milliards d'euros de CA dont près de 1 milliard pour la branche vin. C'est le n° 1 français et troisième acteur mondial derrière Constellation Brands et Diageo.

Elle poursuit son développement avec le rachat, en 2008, de Oenoalliance, l'un des dix plus importants négociants bordelais avec sa marque Galhaud (47 millions d'euros de chiffre d'affaires) et l'acquisition en 2009 de Selles (70 Millions euros de CA) entreprise de négoce dans les bouches du Rhône.

En février, Castel a également ouvert en Loire-Atlantique le plus grand centre d'embouteillage d'Europe. Ses ventes sont en forte progression sur la zone Asie Pacifique. Avec plus de 11 millions de bouteilles, il est le leader sur ces marchés, progressant de 23,5 % en 2007 et 21 % en 2008. Ses exportations sur le marché chinois explosent (+ 243 % sur les 7 premiers mois 2009).

Il pourrait devenir rapidement son premier marché à l'export avec 12 millions de bouteilles. Ce dynamisme permet à la France de détenir le leadership avec 37 % de part de marché devant l'Australie (22 %).

Fruits et légumes

Un slogan qui ne produit pas encore ses... fruits !



Aujourd'hui, la consommation de fruits et légumes est considérée comme un enjeu de santé publique.

Qui n'a pas en tête le fameux slogan "mangez cinq fruits et légumes par jour" ? Cela signifie, outre l'effet "santé", qu'on ne peut pas parler de cette filière au singulier. Il n'y a pas un fruit ou un légume. Nous comptons plus d'une soixantaine de fruits ou légumes dont les saisons de production se suivent ou se chevauchent tout au long de l'année.

De plus, nombre de ces produits sont déclinés dans différentes gammes (ronde, grappe, cerise, cocktail... pour les tomates) différentes variétés (golden, gala, pink lady... pour les pommes) qui ont chacune leur propre logique de marché.

Et paradoxalement une production en baisse

La surface des fruits et légumes occupait 452 000 hectares en 2008, dont 235 000 hectares pour les légumes (hors pommes de terre, protéagineux et légumes secs) et 217 000 hectares pour les fruits, soit 1,5 % de la SAU. Or, ces surfaces sont en baisse régulière. La production de fruits en 2008 était de 3,2 millions de tonnes, soit une forte baisse par rapport à 2007 (- 8,6 %) et sur la moyenne 2004-2006 (- 13,9 %). Cette baisse concerne surtout les fruits d'été (fraises, pêches, nectarines, cerises...). Quant à la production de légumes en 2008 (5 millions de tonnes) stable par rapport à 2007, était cependant en régression par rapport à 2004-2006 (- 12 %). Cette baisse concerne essentiellement des produits tels que la carotte, tomate, salade...

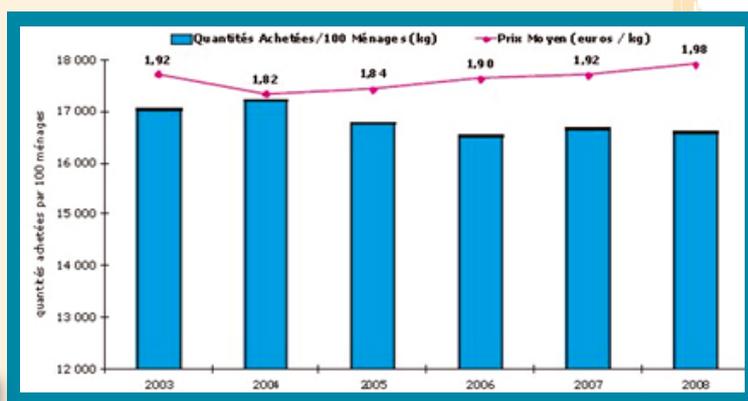
Quant à la consommation, si elle affiche une légère baisse en volume, elle présente par contre une hausse en valeur, due à l'augmentation des prix

La consommation résiste bien au niveau du budget des ménages, car elle représente 2,2 % du budget en 2008, sans changement sur 2007 et en légère baisse par rapport à 1998 (2,4 % de la part du budget). Par contre, la consommation en volume est en légère baisse par rapport en 2007 (- 0,5 %) ce que compense l'augmentation des prix.

Cette légère baisse de consommation en volume concerne surtout les fruits, avec cependant une évolution plutôt positive pour les fruits exotiques mais une baisse pour les prunes, abricots, cerises et pommes, même si la pomme reste le produit le plus consommé.

En ce qui concerne les légumes, on constate une baisse de la consommation sur 2004-2006, compensée par une augmentation des prix, et des produits qui ont perdu sur les deux tableaux (consommation et prix) tels que endives, salades, haricots verts...

Fruits et légumes frais hors PDT Achats des ménages en volume



Source : TNS Worldpanel

Production de fruits et légumes en 2008

	Surfaces (en ha)	Surface (en %)	Chiffre d'affaires (en €)	Chiffre d'affaires (en %)
Fruits	217 000	36	2 883 000	40
Légumes	235 000	38	3 161 000	43
PDT	159 000	26	1 313 000	17
TOTAL	611 000	100	7 357 000	100

Source : Agreste prévision récolte septembre 09

Un marché sensible aux variations

Nous sommes en présence de produits en phase directe avec le marché et en subissant les variations qui peuvent être journalières. Autant il est possible de maîtriser certains paramètres avec des productions stockables en frigo telles que les pommes, kiwis, ou en terre telles que les carottes, autant la majorité des productions sont en flux tendu entre la récolte et la consommation. La formation des prix se fait donc directement sur l'équilibre offre/demande avec, de plus, ce paramètre très important qu'est le climat.

Car ce dernier joue dans les deux sens. Il impacte en effet le niveau de production. Un "coup de chaleur" génère une concentration des sorties de fruits (fraises, pêches, melons) et effondre les prix, un climat, une période de gel empêche la récolte de certains légumes ou réduit la production et fait flamber les prix (qui n'a pas remarqué la taille des salades est inversement proportionnelle à leur prix). Mais le climat impacte aussi la consommation. Un printemps frais limite la consommation de certains fruits de saison (comme pour le melon cette année) entraînant une campagne catastrophique.

Une autre caractéristique de la filière qui influe sur la maîtrise du marché est que l'offre est très atomisée face à une demande très concentrée. En effet, la grande distribution distribue plus de 70% des volumes, alors que l'organisation économique, à travers les nombreuses OP (plus de 250) elles-mêmes souvent multi produits, regroupe moins de 50% de l'offre.

Part de marché en valeur des principaux produits



LEGUMES	Part de marché (en %)
Tomate	21,10
Salade	9,00
Endive	7,40
Carotte	7,00
Courgette	6,20
TOTAL	50,70

FRUITS	Part de marché (en %)
Agrumes	38,40
Fruits exotiques	15,70
Pomme	9,20
Pêche nectarine	8,20
Melon	6,40
Fraise	6,40
TOTAL	77,90

Il est donc difficile de parler de marché de manière générique, mais plutôt produit par produit. Les deux produits "poids lourd" de la France, étant la tomate et la pomme.



LA TOMATE

Le marché de la tomate fraîche est pour nous un marché intra-européen avec des importations d'Afrique du Nord (principalement du Maroc). Les principaux producteurs en Europe étant l'Espagne, le Benelux.

Une consommation en légère baisse

La consommation française est de 760 000T. Elle est en légère baisse en volume (- 1,7 % sur la période 2004-2006), avec un prix moyen en hausse de 5,6 % sur la même période.

La production française est de 570 000 T, dont 60 % en provenance du Sud Est, 19 % de Bretagne, 13 % du Sud Ouest et 7 % des Pays de la Loire. Nous importons plus de 320 000 T, dont 195 000 T du Maroc (+ 61 % sur moyenne 2005-2007), d'Espagne (88 000 T en recul pour 2008), du Benelux 26.000 T (+ 35 % sur 2005-2007). Sur les 123 000 T que nous exportons, plus de 60 % proviennent du transit de produits Marocains.

Une production qui s'interroge

Pour 96% de ses volumes, la tomate est produite sous serre. Les surfaces sont en forte diminution, mais sont compensées jusqu'à présent par le transfert des surfaces des tunnels, et serres plastiques vers des serres verre plus performantes. De plus, les rendements au m² sont toujours en progression. Par contre, du fait de la baisse des marges et du coût de l'énergie, les projets de construction de nouveaux sites de serres modernes sont en forte baisse. Les seuls projets de dimension intéressante concernent ceux qui ont pour support la géothermie, l'utilisation du bois, le recyclage des déchets... Ce ralentissement de l'investissement induira dans les années à venir une baisse de la production.



Toutefois, les producteurs hollandais bénéficient de tarifs plus intéressants en cogénération (prix de vente de l'électricité) et d'un coût de main d'œuvre plus bas (- 10 % sur nos salaires avec la possibilité de payer les jeunes de 18 à 23 ans de 40 % à 75 % du salaire que nous pratiquons en France). Cette situation leur a permis de renouveler 50 % de leur parc serres ces dernières années, ce qui leur donnera un avantage compétitif certain pour l'avenir.

Une mise en marché qui s'organise

En France, la mise en marché est assez concentrée pour une filière fruits et légumes où l'organisation économique regroupe moins de 50 % de la production.

Les 5 plus importants bureaux de vente représentent près de 50 % de la production dont les 3 premiers sont Prince de Bretagne (75 000 T), Savéol (75 000 T) et Odelis (57 000 T). Seules deux entreprises ont une vraie stratégie de marque (Savéol et Rougeline pour Odelis). Cela signifie que ces entreprises ont une gamme large (ronde, grappe, cerise, cocktail...) avec une mise en marché directe auprès des opérateurs, dans des emballages à leur marque et une communication directe avec le consommateur. Cette démarche est encore rare dans la filière fruits et légumes frais.

Prince de Bretagne, quant à lui, est en mise en marché au cadran, avec une production orientée à 85 % vers la tomate grappe. Une telle mise en marché induit des variations de prix journalières qui ne sont pas obligatoirement un reflet des besoins du marché.

Cette pratique fait référence pour la grappe et aussi par contre coup pour la ronde, ce qui peut perturber la mise en marché pour les bureaux commerciaux dont la stratégie est de négocier des prix à la semaine ou sur des durées plus longues.

Une campagne 2008-2009 assez mitigée et décevante

Globalement, on a assisté à une première partie de campagne jusque fin juin avec des prix moyens (et quelques variations saisonnières à la hausse et à la baisse) et une pression de l'Espagne moindre, suite à des problèmes sanitaires. Puis une campagne d'été et d'automne plus difficile avec des prix fortement à la baisse. Ce phénomène est dû à l'équilibre offre/demande avec un afflux de production française suite à un décalage de date de mise en culture pour minimiser les coûts de chauffage dont la charge a fortement augmenté (augmentation du coût de l'énergie) et à un report d'une partie de la production du Benelux à des prix très bas, suite à la perte de marché sur les pays de l'est.

Les producteurs qui auront réussi à écouler la majorité de leur production au printemps en décalant leur mise en culture à bon escient pour minimiser leur charge de chauffage arriveront à équilibrer leurs comptes. Cela place évidemment les producteurs dans des logiques différentes selon que l'on produit en Bretagne où le point fort est de produire des kg en été, ou dans le Sud Est où les besoins en énergie sont moindres et les dates de production plus précoces.

Des prévisions difficiles

Les critères principaux de prospective sont identifiés. On connaît bien les surfaces de production de tomates sous serre, bien qu'elles continuent de progresser à l'extrême Sud du Maroc pour suppléer aux problèmes grandissants d'eau à Agadir. Ces surfaces dépendent aussi du transfert annuel de production (Concombre, poivrons vers la tomate ou vice-versa en fonction des marchés). Les principales variations sont induites par des éléments conjoncturels qui dépendent fortement des accidents sanitaires que nous pouvons connaître en Espagne (suite à de fortes concentrations de production), au Maroc (actuellement des ravages faits par la mouche Tuta Absoluta sur le plein champ) ou au Benelux avec l'ouverture des marchés vers les pays de l'Est.

L'avenir de cette filière tient fortement à sa capacité à développer sa maîtrise de mise en marché, à continuer d'innover avec de nouveaux produits, à maîtriser ses coûts d'énergie et ses charges de main d'œuvre (30 % des charges pour chacun de ces 2 postes).



Un marché mondial, un recul de la position française, une baisse de la consommation

La production mondiale de 52 millions de tonnes se concentre entre peu d'acteurs. En Europe, autour de 4 pays majeurs (Italie, France, Pologne, Allemagne) et de 4 pays hors Europe (Chine, USA, Turquie, Russie) dont 50 % de la production mondiale en Chine.

La France, longtemps premier exportateur mondial a perdu sa place avec 542 000 T en 2008-2009 (- 19 %) en faveur de la Pologne avec 662 000 T (+ 246 %). La Chine, quant à elle, ne pèse pas sur le marché mondial. Les principaux importateurs en Europe sont la Grande Bretagne avec 123 000 T, l'Espagne 70 000, les Pays-Bas 62 000 T, et l'Allemagne 49 000 T. L'Europe exporte sur le marché hors UE 980 000 T, dont 682 000 T vers la Russie et l'Ukraine, dont 450 000 T fournies par la Pologne.

La production française de 1 528 000 T en 2008 (la plus faible de la décennie) est en baisse constante. La part de la production exportée est passée de 40 % à 35 % en 2008-2009. La consommation française en volume est également en baisse - 1,5 % sur 2007 et - 8,1 % sur 2004-2006. Avec un prix moyen consommateur de + 2,1 % sur 2007 et + 6,2 % sur 2004-2006.

Évolution de la production mondiale

(en milliers de tonnes)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Italie	2 127	2 180	2 174	2 144	2 032	2 085	1 991	2 196	2 164	2 115
France	2 260	1 938	1 965	1 728	1 709	1 770	1 585	1 676	1 528	1 601
Pologne	2 000	2 484	2 168	2 428	2 522	2 200	2 250	1 100	3 200	2 600
Allemagne	1 131	923	766	818	946	925	948	1 070	1 047	1 042
Reste UE 17 pays	4 310	4 086	3 691	3 988	4 409	3 707	3 495	3 090	3 594	3 395
Union Européenne	11 828	11 611	10 764	11 106	11 618	10 687	10 269	9 132	11 533	10 753
Chine	20 439	20 025	19 253	21 108	23 685	24 020	26 066	27 866	28 500	25 650
USA			3 866	3 989	4 736	4 392	4 505	4 211	4 157	3 941
Turquie	2 400	2 451	2 356	2 577	2 100	2 550	2 600	2 400	2 457	2 457
Russie	1 832	1 640	1 950	1 690	2 030	1 773	2 000	2 000	1 870	2 000

Une mise en marché atomisée et peu de stratégie de marque

Avec un taux d'organisation plus élevé que les autres productions (environ 60%), la mise en marché est cependant très atomisée. Ce ne sont pas moins de 150 OP qui commercialisent chacune de petits volumes. Le leader, Blue Whale pèse 150 000 T. Trois entreprises (Pomme Anjou, Bureau Val de Loire et Perlim) se situent entre 50 000 T et 100 000 T. Enfin, une dizaine de structures approchent des 20 000 T. L'ensemble de cette quinzaine de structures représentent 550 000 T soit un tiers de la production française. À titre d'exemple, en Italie, 2 bureaux de vente seulement, VOG et VIP, commercialisent un million de tonnes, soit 50 % de la production. En France, la dispersion ne favorise pas la concertation et la mise au point d'une stratégie de défense de notre production.

La quasi-totalité de la production française est vendue sous marque MDD. Il existe peu de stratégie de marque (connue par le consommateur). Perlim qui communique sur la Golden du Limousin est une des rares entreprises à posséder une marque connue. Par contre, il s'est développé des "démarches club" dont Pink lady est la vedette. Ce sont des démarches qui se basent sur la maîtrise des volumes et le contrôle du respect d'un cahier des charges. Les bureaux commerciaux qui le souhaitent, en lien avec la production, adhèrent à cette démarche. Ces "démarches club" semblent suppléer à la déficience des bureaux commerciaux pour imposer une marque.

À défaut de stratégie de marque forte, le leader Blue Whale a opté pour un positionnement produit marqué. En pomme, les premiers prix représentent 40 % du marché. Or, Blue Whale considère que nous ne pouvons pas être compétitifs en termes de prix. La solution pour lui est de se positionner sur le moyen de gamme plus et le haut de gamme. Cette stratégie implique pour le producteur d'avoir un taux de renouvellement du verger de 10 % par an pour avoir des fruits qui répondent à ce niveau de marché.

Une campagne 2008-2009 morose

Malgré une récolte française modeste, et un début de campagne optimiste, les cours sont restés moyens avec une pression sur les prix jusqu'en fin d'année. Puis les prix sont restés stationnaires alors que, traditionnellement, les cours remontent en début d'année. Et n'ont pas évolué sur l'ensemble du premier semestre. Plusieurs raisons en effet ont amené les prix à rester bas tout le reste de la saison. Tout d'abord la demande interne a été globalement faible et orientée sur les premiers prix (crise économique), la production de l'Europe du Nord (essentiellement la Pologne) a été forte et il y a eu des difficultés de paiement de la part de la Russie (impact du cours de l'euro) et mise en place par cette dernière d'une barrière phytosanitaires à partir d'avril.



Quelles perspectives pour la campagne 2009-2010 ?

Celle-ci débute avec des prix bien inférieurs aux prix de saison alors que si les prévisions de récolte européennes se confirment, la récolte 2009 est inférieure de 7 % à celle de 2008. Cette situation peut s'expliquer par un faisceau d'éléments. Tout d'abord, nous abordons cette campagne avec des stocks début juillet en hausse de 133 000 T sur 2008 (+ 60 %) dont plus de la moitié en Italie. Ces stocks mettent donc une première pression sur le marché.

D'autre part, les producteurs qui ont vécu une mauvaise campagne en 2008 ont besoin de trésorerie et accélèrent la sortie de leurs produits. Enfin, il faut prendre en compte cet effet psychologique : les metteurs en marchés, voulant éviter de reproduire le schéma 2008 avec la sortie difficile des frigos en cours d'année, cherchent à écouler plus rapidement leurs produits.

La suite de la saison va dépendre de la réalité des prévisions de la Pologne (sous estimée de 900 000 T en 2008), de la capacité économique de la Russie (dévaluation du rouble et valeur de l'euro) et de l'évolution de la discussion sur la nouvelle législation sur les substances actives entre la Russie et l'Europe.

Un point sur l'état des stocks en fin d'année et l'évolution de l'environnement économique permettra peut être d'avoir une vue plus positive pour la deuxième partie de la campagne.



Alain FOURNIER
afournier@cer47.fr



18 rue de l'Armorique 75015 PARIS

Tél. + 33 (0)1 56 54 28 28 - Fax. + 33 (0)1 56 54 28 29

e-mail : conseilnational@cerfrance.fr - www.cerfrance.fr

Conception/Réalisation : Isabelle LÉVÊQUE - CER FRANCE Poitou-Charentes